

Présidentielle 2016/Mission d'observation de l'Union européenne

Bilan d'étape

J.K.M

Libreville/Gabon

Depuis leur arrivée sur le sol gabonais, ils accomplissent leurs tâches en toute "impartialité, neutralité, transparence et indépendance sans pression d'aucune sorte".

EN séjour dans notre pays depuis quelques semaines à l'invitation du gouvernement, les membres de la Mission d'observation européenne (MOE) ont animé, hier, à l'hôtel Radisson Blu, par l'entremise de l'observatrice en chef adjointe de

la MOE, Polyna Lemos, un déjeuner de presse au cours duquel elle a dressé un bilan de leur travail depuis le 28 juillet dernier. Selon elle, à ce jour, concomitamment aux rencontres avec les responsables des différentes institutions et ministères (Commission électorale nationale autonome et permanente, Cour constitutionnelle, présidence de la République, Conseil national de la Communication, Conseil national de la Démocratie, Affaires étrangères, Intérieur, etc.) impliqués dans le processus électoral en cours, ils se sont entretenus avec dix des quatorze candidats à la prochaine

élection présidentielle, les représentants de deux d'entre eux et formuler le désir de s'entretenir avec les deux autres. Dans la foulée, a-t-elle indiqué, depuis le 30 juillet écoulé, de nombreux observateurs ont été déployés dans les neuf provinces du pays. Ils ont eu des séances de travail avec les gouverneurs, préfets, maires, la moitié des quatre vingt-cinq présidents des commissions électorales locales, les représentants locaux des différents candidats, les membres de la société civile, etc. Dans tous les cas, a-t-elle

laissé entendre, leur mission se déroule sans intervention ou pression d'aucune sorte en tenant compte des principes d'impartialité, neutralité, transparence, indépendance qui, a-t-elle précisé, régissent toutes les missions d'observation électorale de l'UE à travers le monde. Dans ce sens, a-t-elle fait valoir, leur séjour en terre gabonaise est exclusivement financé par l'UE. A l'issue de celui-ci, un rapport public sera établi. Étant entendu que, selon elle, leurs tâches englobent toutes les étapes du processus électoral en cours. Cela va de l'établissement des listes électorales, à la validation des candidatures,



Photo : Chris Oyame

Polyna Lemos, observatrice en chef adjointe de la MOE (d), lors de son intervention.

en passant par l'ouverture de la campagne électorale, la phase de dépouillement. Pour rappel, la MOE est composée d'une soixantaine d'observateurs originaires de 25 pays membres de l'UE.

En prélude à la campagne électorale

Le Médiateur de la République sensibilise à nouveau

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

LORS d'une déclaration faite hier à Libreville, le Médiateur de la République, Laure Olga Gondjout, s'est une fois de plus prononcée sur l'attitude des parties qui entrent en compte dans le processus électoral en vue de la Présidentielle du 27 août prochain. En l'occurrence, les acteurs politiques, les institutions, les médias, les organisations internationales, etc. Dans un premier temps, l'oratrice n'a pas manqué de constater que l'appel

qu'elle lançait le 7 mai dernier n'a pas connu l'assentiment de tous. En effet, pour rappel, l'objectif de sa dernière sortie médiatique visait une rencontre entre les acteurs majeurs de la classe politique et autres forces vives de la nation. Par cette idée, Laure Olga Gondjout entendait "les voir contribuer à la résolution consensuelle de la crise multiforme inédite qui touche aux fondements de notre vouloir vivre-ensemble". Malheureusement, il n'en est rien, selon ce qu'elle observe jusqu'à ce jour. Fort de cela, elle a estimé que le Gabon qui entre dans cette période électo-

rale n'est pas à l'abri de troubles. Pour le Médiateur de la République, "l'éventualité d'un contexte électoral périlleux pour la cohésion et la stabilité du Gabon n'est plus à écarter, avec son cortège de troubles qui résonnent dans l'imaginaire des Gabonais et des amis du Gabon comme une prophétie auto réalisatrice". Toutefois, Olga Gondjout a indiqué que son pays ne constitue pas une exception à ce type d'éventualité, "la dégradation de la stabilité sociale consécutive à une crise politique est une préoccupation qui anime de nombreux pays de la Communauté économique des

Etats de l'Afrique centrale", a-t-elle ajouté. D'où la récente rencontre des Médiateurs et Ombudsmans de la CEEAC les 26 et 27 juillet derniers qui mettait en avant ladite problématique. Ainsi, sachant compter sur ses compatriotes, le Médiateur de la République a dit être "persuadée" de ce qu'aucun danger ne sera enregistré tout au long de la campagne électorale. En outre, elle a appelé chaque partie à se ressaisir tout en assumant sa mission. Pour les institutions en charge du processus électoral, Laure Olga Gondjout les a invitées à "faire respecter les règles en vi-



Photo : SM

Le médiateur de la République aspire à une campagne empreinte de tolérance.

de tolérance, pour que prévale le débat républicain". Non sans relever le rôle des médias, le médiateur de la République a saisi l'occasion pour saluer l'implication des organismes internationaux dans le cadre de l'observation de l'élection présidentielle. "Leur respect permettra d'aboutir à un scrutin apaisé et sincère". A l'endroit des candidats, partis politiques et militants, l'oratrice a dit souhaiter une campagne "empreinte

Rencontre des ressortissants du canton Lolo-Wagna (Koula-Moutou)

« Guy Nzouba Ndama fait dans la provocation ! »

SM

Libreville/Gabon

C'est le membre du bureau politique du PDG, Joseph Makita Ngadi qui l'a déclaré, mercredi dernier, à la Chambre de Commerce de Libreville où se tenait une rencontre des fils et filles du canton de la Lolo-Wagna résidents à Libreville. Rencontre à laquelle a pris part le responsable politique de la province, Blaise Louembe.

PLUSIEURS ressortissants du canton de la Lolo-Wagna dans le département de la Lolo-Bouengué (province

de l'Ogooué-Lolo), se sont réunis, mercredi, à la Chambre de Commerce de Libreville, pour réaffirmer leur soutien au candidat de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, Ali Bongo Ondimba, à l'élection présidentielle du 27 août prochain. Une initiative du membre du Bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), Joseph Makita Ngadi et de Michel Stéphane Bonda, par ailleurs conseiller spécial du président de la République. Occasion pour les deux initiateurs, d'évoquer le nom de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama, quant à son changement de posi-

tion vis-à-vis de son parti d'origine, y compris du nouveau message qu'il véhicule. «Le canton est victime d'un embrigadement de son élite par un illuminé dont la seule et unique ambition a toujours été de satisfaire ses intérêts égoïstes et hégémoniques», a dénoncé le Dr Makita Ngadi. Rappelant également que le système de prédation politique institué par le candidat à la prochaine élection présidentielle a donné naissance à des "clowns politiques" qui, profitant de ce contexte, "brillent aujourd'hui par un activisme politique en quête de leadership". Alors que le canton Lolo-Wagna a besoin de réunir et de fédérer

tous ses filles et fils, pour assurer au candidat Ali Bongo Ondimba une victoire éclatante. Le conseiller spécial du président de la République a, quant à lui, placé le prochain scrutin sous le sceau de la libération du canton. «L'élection présidentielle du 27 août prochain et les scrutins à venir nous offrent l'unique chance de dire "non" à la dictature d'un seul homme», a déclaré Michel Stéphane Bonda. Et de poursuivre : «"non au clientélisme et au népotisme, non aux profanateurs des tombes, non aux trafics des crânes et des ossements humains, non à la politique de la division pour mieux régner, non aux intrigues



Photo : SM

Le membre du Bureau politique du PDG Joseph Makita Ngadi.

politiciennes qui visent l'élimination physique des cadres, non aux emprisonnements arbitraires sur la base de complots secrètement planifiés pour étouffer l'émergence d'une nouvelle élites politique. Enfin, non aux parvenus et aux arrivistes qui excellent par la recherche effrénée de l'argent facile et l'acquisition des biens matériels au mépris des valeurs de travail, de compétence et d'excellence».

Affaire Luc Bengone Nsi et Léon-Paul Ngoulakia contre Ali Bongo Ondimba

Le délibéré aura lieu aujourd'hui

L'AUDIENCE civile et commerciale de la Cour d'Appel judiciaire de Libreville sur l'affaire opposant Luc Bengone Nsi et Léon-Paul Ngoulakia contre Ali Bongo Ondimba sur sa filiation avec feu Omar Bongo Ondimba s'est déroulée, hier, au Palais de justice de Libreville. Les deux parties

étaient représentées par Me Lubin Ntoutoume (pour Léon-Paul Ngoulakia) et Mes Dumond Beghi et Gisèle Eyue pour les intérêts d'Ali Bongo Ondimba. Les joutes ont été longues (jusqu'au-delà de 21 heures) et surtout passionnantes pour convaincre non seulement la Cour di-

rigée par Mme Paulette Ayo Mba épouse Akolly (premier président de cette juridiction) mais également le nombreux public venu suivre les débats. Mais comme l'a fait remarquer, d'entrée, Me Lubin Ntoutoume, "il est impératif de faire le lien entre cette audience et

l'échéance de l'élection présidentielle qui s'ouvre bientôt". Pour la présidente de séance, Paulette Ayo, c'est, aujourd'hui, que le verdict sera connu. Nous y reviendrons.